

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 47 (1959)

Heft: 866

Artikel: Genève

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-269411>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VAUD

Marché aux puces

Le deuxième marché aux puces organisé à la Fraternité de Saint-Martin par la section de Lausanne du Suffrage féminin, pour contribuer à payer les frais de la campagne pour la votation du 1^{er} février, a été réussi, grâce à Mmes Weidmann, L. Zanchi, Poinset, R. Parisod, Rosset-Grivat, Jean Grivat, I. Krayenbühl, Blanc, Delessert, qui ont reçu et classé tout ce qu'on leur a apporté : vêtements, ustensiles de cuisine, bibelots, gravures, livres, vases, bocaux ; il y en avait pour tous les goûts et pour toutes les bourses.

Le 11 février, à 9 heures, on faisait déjà queue et l'on remarquait, à côté des antiquaires, des revendeurs, des personnes modestes heureuses de trouver des objets utiles à très bon compte. Durant toute la journée, des amateurs ont bouquiné, tandis que Mmes Weidmann, Rosset, Parisod, servaient du thé et du café, avec des brioches et des cakes maison. Le jeune Denis Weidmann s'était chargé des emballages. La recette a atteint Fr. 1400.—

BERNE

Les Bernoises ont fait le point

L'Association bernoise pour le suffrage féminin s'est réunie le 2 février à la Pergola, le sympathique restaurant de la Maison pour femmes isolées qui travaillent.

Bien que la déception soit grande, dans l'ensemble, on s'en tînt à l'aspect positif du scrutin, c'est pourquoi il n'y avait pas de visages tristes, pas trace de découragement, tout au plus chez l'une ou l'autre qui avait mené une lutte particulièrement chaude, un reste de saine colère.

Les drapeaux des trois cantons romands progressistes, ornaient une salle pleine à craquer. Les Vaudoises, Neuchâtelaises et Genevoises présentes réprouvaient chacune un voile blanc avec un petit neud aux couleurs cantonales.

Mme Gonzenbach témoigna de la reconnaissance à tous ceux qui ont soutenu la cause du suffrage féminin, mais on a besoin dans le canton de Berne d'appuis plus nombreux et plus effectifs encore. Mme Stalder-Merz présente une statistique-cléair des oui et des non et exhorte les Bernoises à considérer spécialement les 40.000 voix négatives qui sont apparues depuis la dernière votation. Mme Mäder-Luthy rapporta sur les ombres et les lumières qui accompagnent les tournées de conférences à la campagne et mit sur la conscience de l'association de s'occuper spécialement des femmes qui peuvent exercer de l'influence sur les hommes et qui ont encore besoin de beaucoup de lumières. Mlle

La grève bâloise au jour le jour

(suite de la 1^{re} page)

en petit — et cela pourrait aussi avoir son importance dans des domaines plus vastes et plus importants de nos affaires d'Etat — que nous tous, hommes et femmes, sommes appelés à collaborer pour que notre communauté nationale demeure. Une collaboration profitable repose sur la société d'hommes et de femmes égaux en droits, de citoyens et de citoyennes qui se respectent et s'apprécient mutuellement».

Le soir du même jour, 5 ou 600 personnes assistaient à une réunion publique organisée par l'Association pour le suffrage féminin de Bâle et environs à la «Corporation du Safran». Après que six oratrices aient pris la parole au sujet du résultat décevant de la votation du 1^{er} février, l'immense majorité de l'assemblée (moins 5 voix) vote la déclaration de solidarité suivante :

«La majorité des électeurs a de nouveau refusé aux femmes la réalisation de leur capacité civique et de leur liberté. Cette attitude de la majorité des citoyens actifs en Suisse et dans notre canton nous blesse très

profondément dans notre sentiment de la justice et des droits humains.

» Nous protestons contre l'attitude de la majorité des électeurs qui opprime des citoyennes adultes par le pouvoir et le droit de présidence de leur bulletin de vote. C'est pourquoi nous nous solidarisons avec les professeurs grévistes du Gymnase de jeunes filles. »

6 et 7 février

Prise de position des quotidiens bâlois à l'égard de la grève des professeurs, qui vont de l'approbation circonspecte à la plus abjecte récusation ; parmi celles-ci se signale le rédacteur local des «Basler Nachrichten», qui, même avant la grève, n'a jamais appuyé clairement le suffrage féminin.

12 février

A la séance suivante du Grand Conseil, le député Dr. W. Allgöwer a, dans une interpellation, défendu la grève des professeurs et demandé au Grand Conseil ce qu'il avait l'intention de faire pour aider les Bâloises à obtenir le plus vite possible leurs droits politiques.

GENÈVE

On va de l'avant

L'Association genevoise pour le suffrage féminin s'est réunie, le 2 février, à l'Athènes, pour permettre aux membres d'échanger leurs impressions sur le scrutin fédéral. On s'est réjoui du succès vaudois et félicité de la majorité genevoise qui est la plus belle de Suisse. On peut aller de l'avant avec espoir.

• • •

En effet, à la séance du Grand Conseil du 18 février, quatre projets de modifications constitutionnelles genevoises ont été annoncés par différents partis.

Un député libéral, M. Peyrot, a proposé au Conseil d'Etat de préparer lui-même, comme exécutif, un projet de loi constitutionnelle, mais le gouvernement ne s'est pas compromis.

Les partis qui ont annoncé leur projet sont : le parti du travail, le parti socialiste, le parti chrétien-social, le parti libéral.

LE ROSEY

ROLLE (Hiver à Gstaad)

Institut international
de jeunes gens
(9 à 18 ans)

BAECHLER

tailleresses - restauranteurs

et ne sont pas chers du tout



Merchbach

depuis 1904

part des cantons l'ont supprimée déjà avant 1848, et elle n'a jamais existé dans l'Etat fédéral.

Juridiquement,

le droit de vote ne dépend pas du service militaire. Cela va de soi quand on ne prend pas le devoir militaire dans un sens étroit, mais dans un sens plus large comprenant le paiement de la taxe d'exemption.

Droit de vote et devoir militaire ne coïncident pas dans le temps. On voit alors que les droits politiques ne dépendent pas juridiquement du devoir militaire.

Pour être équitable,

il faut comparer les charges assu-

mées par les femmes dans la communauté avec les charges assumées par les hommes faisant leur service militaire.

La défense du pays aujourd'hui ne dépend pas seulement des hommes,

comme précédemment ; les femmes y prennent leur part.

Elles assument également des devoirs précis dans la communauté, en faisant leur devoir de mères, de maîtresses de maison et de contribuables.

part des cantons l'ont supprimée déjà avant 1848, et elle n'a jamais existé dans l'Etat fédéral.

Juridiquement, le droit de vote ne dépend pas du service militaire. Cela va de soi quand on ne prend pas le devoir militaire dans un sens étroit, mais dans un sens plus large comprenant le paiement de la taxe d'exemption.

Droit de vote et devoir militaire ne coïncident pas dans le temps. On voit alors que les droits politiques ne dépendent pas juridiquement du devoir militaire.

Pour être équitable, il faut comparer les charges assumées par les femmes dans la communauté avec les charges assumées par les hommes faisant leur service militaire.

La défense du pays aujourd'hui ne dépend pas seulement des hommes,

comme précédemment ; les femmes y prennent leur part.

Elles assument également des devoirs précis dans la communauté, en faisant leur devoir de mères, de maîtresses de maison et de contribuables.

Les femmes ne comprennent rien à la politique

Il est évident que nombre de femmes manquent d'expérience politique. Le «Message» fait remarquer justement que par l'introduction du suffrage féminin, cette lacune sera rapidement comblée, ainsi que cela arrive pour les jeunes gens qui commencent leur apprentissage politique à vingt ans. Dans les pays où les femmes votent, on a remarqué que les élues se spécialisent dans les problèmes relatifs à la jeunesse, l'éducation, l'assistance, l'hygiène. N'oublions pas que l'intérêt des électeurs pour la politique est restreint, ainsi que le prouve la faible fréquentation des scrutins. Cet intérêt ne saurait embrasser tous les domaines. L'intérêt limité des femmes n'est en tous cas pas un motif suffisant pour faire renoncer à la participation féminine ; les hommes témoignent peu d'intérêt pour les questions concernant plus spécialement les femmes ; celles-ci apporteront donc à la vie politique un heureux complément.

On doit renoncer enfin à cette opinion que la femme est un être inférieur au point de vue moral et psychique.

Il est absurde de dire que la façon de penser masculine soit seule adéquate à la politique et favorable au bien général. Comme dans tous les autres domaines, l'homme et la femme se complèteront dans la vie politique. Là où la pensée féminine pourra manquer de logique, cette absence serait compensée par son sens pratique et son goût du concret, qui souvent lui font trouver ce qui est juste et essentiel.

La femme est enclin à se méfier du risque et ne se laisse pas entraîner par la spéulation.

Ainsi la participation de la femme à la vie de l'Etat n'apportera ni inconvénients ni dangers pour la communauté. Elle lui vaudra un complément fort désiré.

La femme appartient à la maison

Cette affirmation consacre la division du travail, qui est recommandable dans certaines circonstances. Mais dans les temps actuels, avec les exigences de la vie, elle ne peut être une règle absolue. Se camponner à ce principe aurait des suites désastreuses pour le pays. Un tiers des femmes suisses sont professionnellement occupées. Il y avait en Suisse, en 1950, un million de femmes mariées, 532.000 célibataires adultes, 213.000 veuves et 45.000 femmes séparées de leurs maris. Le partage des attributions : à l'homme le travail professionnel et les tâches publiques, à la femme le travail à la maison, ne correspond plus aux exigences actuelles, à la nécessité de gagner-pain pour des centaines de mille femmes, et très spécialement pour celles qui sont seules.

Le Conseil fédéral estime que la charge des devoirs politiques n'est pas si lourde qu'elle obligerie la ménagère à sacrifier ses devoirs familiaux. Les mères de petits enfants trouveront le temps de suivre la politique, et cela dans l'intérêt même de leurs enfants et de leur foyer. Il n'est pas question d'entraîner la grande majorité des femmes à négliger leurs tâches domestiques. Notez que chez les hommes aussi, il y a des périodes de leur vie où ils se soucient moins activement de la vie publique.

La Suissesse a vécu jusqu'ici sans les droits politiques ; elle exerce cependant son influence sur la politique par l'intermédiaire de son mari et de ses fils

Les conditions de vie dans notre pays sont bonnes, bien supérieures à celles d'autres pays. Elles pourraient cependant être meilleures encore grâce à l'intervention féminine dans le domaine social, par le perfectionnement des assurances sociales, l'amélioration de la loi sur les fabriques, du droit familial, du sort de la femme.

Le «Message» convient que les femmes exercent une influence indirecte par l'intermédiaire de leur mari, de leurs fils ou de leurs frères, mais cela ne saurait satisfaire le sentiment de la justice.

(A suivre.)

Les objections au suffrage féminin

Guide pour conférenciers (suite)

Données et renseignements sur l'introduction du suffrage féminin en Suisse

Les femmes elles-mêmes ne veulent pas du droit de vote

«Avant d'octroyer aux femmes le droit de vote et d'élisibilité en reconnaissance de leur activité pendant la guerre, il faudrait savoir si elles tiennent vraiment à cette preuve de reconnaissance.»

L'argument n'est pas décisif, car la réforme comporte deux éléments importants : l'égalité des droits et le perfectionnement de notre démocratie ; ces deux éléments sont indépendants du fait que la majorité des femmes désire ou ne désire pas le droit de vote. Le droit à l'égalité de traitement appartient à chaque femme prise isolément, même si la majorité n'y attribue pas de valeur. Le perfectionnement de notre démocratie ne peut être limité que dans l'intérêt supérieur du pays ; il ne dépend pas de l'opinion de la majorité des intéressés. Ainsi dire que la majorité des femmes n'est pas favorable au suffrage féminin ne saurait liquider le problème.

On ne saurait dire, du reste, combien de femmes sont favorables au suffrage féminin. Si l'on additionne les oui des consultations féminines de Genève (1952), de Bâle-Ville (1954) et de la ville de Zurich (1955), on trouve que dans ces trois cantons, il y a déjà 174.725 femmes qui désirent nettement les droits politiques. Rappelons que la pétition de 1949 a été signée par 170.397 femmes de toute la Suisse.

La femme ne fait pas de service militaire

Si autrefois le droit de vote était lié au devoir militaire, cette dépendance n'existe plus, dit le «Message» ; la plu-